

● Mais il est un domaine où le « sauveur » de la bourgeoisie ne parvient pas à des fins qu'il a cependant lui-même, apparemment, perçues pour l'essentiel. C'est ce que la presse bourgeoise appelle pudiquement la décolonisation. La mégalomanie propre au nouveau Bonaparte peut bien entendu jouer davantage qu'il n'aurait été possible dans une démocratie bourgeoise. Tant et si bien que de Gaulle a toujours concédé ce qui était nécessaire et possible, après qu'il en fut temps.

Et en Algérie, maintenant, il ne restera bientôt plus comme unique solution pour l'impérialisme français que le repli dans des zones privilégiées, simple — mais peut-être assez longue — étape avant la retraite pure et simple. Cette défaite peut encore être masquée par quelques accords avec le FLN sur des points mineurs et, bien entendu, n'exclut pas telle convention sur l'exploitation et la commercialisation du pétrole algérien. Mais la possibilité pour le gouvernement algérien de choisir sa politique sociale et économique peut être considérée comme acquise.

Les conséquences de la défaite en Algérie seront lourdes. Elle remettra notamment en cause les réussites du neo-colonialisme en Afrique dans les années qui viennent. Elle amoindrit considérablement les chances non de maintien, mais — nous l'avons déjà dit — de stabilisation du bonapartisme en France.

● En effet cette consolidation réclamait pour être acquise, trois conditions.

Tout d'abord que le mouvement ouvrier se maintienne dans la passivité politique dont il a fait montre depuis des années. Du fait de la carence des directions ouvrières, il n'a pas eu de grandes inquiétudes de ce côté. Ceci étant bien entendu grandement facilité par le développement économique, le relatif plein emploi, qui rendent peu vraisemblable — si le statu quo international se maintient — de puissants mouvements sauvages de la classe ouvrière.

Ensuite, il lui fallait gagner l'essentiel de la caste militaire à ses vues par un compromis avec les Algériens conservant les éléments essentiels de la puissance économique française en Algérie. Car l'armée et la police constituent, comme pour tout régime bonapartiste, la force essentielle du pouvoir.

Enfin, il lui fallait aussi une paix « honorable » pour asseoir le prestige du régime parmi les petits bourgeois et les couches politiquement arriérées de la classe ouvrière.

Ces deux derniers moyens vont désormais lui faire défaut.

Est-ce à dire que le gaullisme est condamné, que sa chute est proche? Plus que jamais le besoin de ce régime se fait sentir dans la classe dirigeante, et ses adversaires et ses ennemis sont beaucoup trop faibles ou irrésolus pour profiter de son équilibre instable.

DES NUAGES, MAIS PAS D'ORAGE

CERTAINS, dans l'Express ou France-Observateur font cependant grand bruit autour des tentatives ultras des officiers. Cette terreur du putsch se fonde davantage sur des bruits, des rumeurs, filtrant des syndicats patronaux, des anti-chambres ministérielles, que sur une analyse sérieuse des forces sociales en présence, de leurs besoins, de leurs objectifs.

UN putsch peut toujours être tenté, mais il faut autre chose que quelques milliers de desperados pour le réussir. Faisons même abstraction, aujourd'hui et ici, de la riposte de la classe ouvrière, de celle du contingent, du désaccord ou de l'arrivisme de telle partie des officiers, il n'en reste pas moins qu'un putsch réussi est fort peu probable. Ainsi mai 1958 fut militairement un succès, avec des circonstances il est vrai autrement favorables; politiquement ce fut un échec pour ceux-là même qui en furent les acteurs car, et cela est décisif, en système bourgeois, peut-il s'instaurer un régime politique, un gouvernement qui ne doive en réalité avoir l'appui de la grande bourgeoisie? Telle situation difficile peut la contraindre à accepter temporairement une politique de droite ou de gauche qui la gêne; tant qu'elle ne mène pas à un régime socialiste, elle a tôt fait de faire reprendre aux événements un cours lui convenant mieux. Or, présentement la politique préconisée par les officiers et ultras va à l'encontre de celle du capital.

La paysannerie que le gouvernement ne peut calmer par des concessions importantes sans remettre en cause sa politique économique, va aussi être la cause de troubles dans les mois qui viennent. Mais il n'y a aucune raison de penser que cela puisse ébranler le régime dans les mois à venir.

● Il reste la classe ouvrière, seul ennemi sérieux du régime. Bien sûr on doit s'attendre qu'elle ne reste pas inactive dans les mois qui viennent, les campagnes contre la guerre d'Algérie connaîtront sans doute de nouveaux développements. De même et parallèlement le mouvement revendicatif va reprendre son essor. Il ne faut pas, bien sûr, négliger l'effet paralysant de l'actuelle tension internationale. Mais finalement la classe ouvrière va-t-elle maintenant s'engager dans de grands combats pour mettre bas le gaullisme? Pour mettre quoi à la place? Un nouveau parlement où tour à tour sur le devant de la scène apparaîtraient Mendès-France, Edgar Faure et autres Pflimlin avec fondamentalement la même politique que de Gaulle, si c'est avec d'autres moyens? Il ne s'agit même pas de savoir s'il est plus avantageux pour le prolétariat de recouvrer les maigres libertés bourgeoises, ce qui est vrai, mais bien plus s'il est possible d'entraîner les couches les plus politisées du prolétariat pour la défense de gouvernements totalement déconsidérés par elles.